

Félicitations, Sunoco et United Cooperatives of Ontario. Bienvenue en Ontario aux carburants à base d'éthanol.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

M. Fernand Jourdenais (La Prairie): Monsieur le Président, le samedi 21 mars est la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

En 1986, le premier ministre Mulroney a annoncé que le Canada participerait à la deuxième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. En 1989, le gouvernement fédéral lançait sa première campagne nationale du 21 mars.

Je suis fier, monsieur le Président, de ce que mon gouvernement a fait et du leadership qu'il a démontré.

Grâce à des partenariats avec des services de police, des entreprises et des syndicats, des éducateurs et des universitaires, des organisations municipales ou bénévoles, des diffuseurs et de nombreux autres, nous avons enclenché le processus de changement qui nous permettra de parvenir au jour où, pour reprendre les paroles mêmes du premier ministre, et je cite: «Tous les Canadiens pourront participer pleinement et sur un pied d'égalité, à la vie de notre société.»

Monsieur le Président, je sais que tous les membres de cette Chambre conviendront avec moi que plus tôt ce jour viendra, plus tous les Canadiens seront heureux et prospères.

* * *

[Traduction]

LES JUIFS DE SYRIE

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, en 1989, le monde a regardé, avec des larmes de joie, le mur de Berlin s'écrouler mettant ainsi fin à 50 ans de peur et d'oppression.

À présent, le monde doit s'intéresser au sort d'autres êtres: d'un peuple torturé, emprisonné, humilié et dépouillé de ses droits et libertés fondamentales, les Juifs de Syrie. Nous devons à présent abattre les murs de la Syrie et libérer les Juifs.

Le président Hafez el-Assad n'est pas à l'abri des pressions. Il doit savoir qu'il ne peut plus garder 4 000

personnes en otage dans leur propre pays. Il ne peut pas non plus faire surveiller leurs moindres mouvements par sa police secrète ni les jeter en prison sans motif d'inculpation.

Faisons clairement savoir à notre gouvernement qu'il doit participer à la lutte contre l'antisémitisme. Il doit unir sa voix à celle de la communauté internationale, comme les gouvernements des États-Unis, du Japon, de la Grande-Bretagne, de la France et du monde entier. Imaginez alors le poids que nous aurons.

Nous obtiendrons la libération des Juifs de Syrie.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES IMPLANTS MAMMAIRES

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Aujourd'hui, les Canadiennes sont soulagées, mais ce n'est pas grâce au gouvernement. Depuis deux ans, des ministres du gouvernement déclarent sans équivoque à la Chambre que les implants mammaires de gel de silicone sont des produits sûrs. Pourtant, nous, dans l'opposition, avons souligné à maintes reprises les graves préoccupations des scientifiques et des Canadiennes qui portent de telles prothèses.

Le premier ministre suppléant peut-il enfin expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement n'a jamais pris de mesures afin que ce produit soit interdit d'une manière temporaire ou permanente?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, j'ai ce matin mis en circulation un communiqué de presse qui, je pense, résume la position du gouvernement sur la question depuis le début. Et j'aimerais, si vous me le permettez, lire un paragraphe, qui résume la position du gouvernement, depuis le début également:

[Traduction]

«Notre priorité demeure la santé des femmes qui ont de telles prothèses. J'ai toujours dit que ces femmes devraient obtenir les meilleures données médicales et scientifiques possibles sur l'effet de ces implants sur la santé. Le comité consultatif indépendant sur les implants mammaires présidé par le Dr Cornelia Baynes. . .»

M. Dingwall: Ne soyez pas condescendant!